



Déclaration des élus CGT CSEC du 19 mai 2022

Traditionnellement, ce deuxième CSEC de l'année est consacré à l'analyse des comptes de l'année précédente de Dassault-Aviation.

Pour Dassault aviation et ses actionnaires, les résultats financiers 2021 affichent une forte progression dans tous les domaines.

Un Chiffre d'affaires de 6.4 Md d'Euros, un bénéfice net en forte reprise à 364 millions en comptes sociaux et 693 M€ en comptes consolidés, la trésorerie brute atteint 4.9Md€.

Les prises de commandes 2021 ont explosées à 12.1 Md d'Euros, avec 51 commandes d'avions Falcon neufs et 49 Rafale. Le carnet de commandes société atteint des sommets à 20,8 Md€ au 31 décembre 2021, en accroissement de 4,9 M€.

A ce chiffre aurait pu être rajouté le contrat de 80 Rafale pour les EAU, commandé le 3 décembre, l'acompte n'ayant été reçu qu'en 2022, cette commande n'a pas été « comptabilisée » sur 2021, les 42 Indonésiens viendront compléter ces chiffres.

Pour la C.G.T, tous ces indicateurs financiers en hausse ne font que confirmer l'excellente santé financière de notre société, fruit du travail de tous.

Tous ces chiffres ne doivent pas cacher une toute autre réalité, beaucoup plus inquiétante pour les salariés de cette entreprise : remise en cause des accords Participation/Intéressement, casse de la convention collective.... alors que dans le même temps, vous allez distribuer **208 M€ de dividendes, soit une augmentation de 100 % pour l'actionnaire.**

Le résultat vous le connaissez 17 semaines de mobilisation.

S'il fallait retenir un enseignement de ce très long conflit social que nous venons de vivre, nous dirions, qu'à l'avenir, la société devrait éviter de donner trop de pouvoir aux « freineurs sociaux ». Ces derniers ont pour mission d'entraver les revendications du personnel, par les procédés classiques : réunions marathons sans issue, mises en garde, menaces de sanctions, sanctions ...

Le résultat obtenu par les freineurs a été de faire perdre du temps et de l'argent à la fois au personnel et à la société. Ils ont eu un rôle très négatif. Au final, il a fallu 17 semaines de conflit et arriver au blocage de la production pour que la Direction admette les motifs réels et sérieux des grévistes.

Il a fallu 17 semaines pour qu'elle négocie enfin sur les bases que nous avançons depuis le début du conflit en décembre 2021. 17 semaines pendant lesquelles les freineurs arcbutés sur leurs freins n'ont pu empêcher le talon de passer de 40 euros à 140 € sans ancienneté / 160 € avec ancienneté moyenne.

C'est le passé, mais l'avenir sera-t-il différent ?

Nous allons être très vite renseignés. Lors de la conclusion du conflit, les freineurs ont pu se prévaloir d'un succès : pas de clause de revoyure en fin d'année 2022. Mais, il s'avère que nous connaissons actuellement une inflation record. L'INSEE, qui ne force pas la note, annonce au fil des mois des chiffres de plus en plus importants. Actuellement, elle prévoit 5.4 % d'inflation pour l'année. Après les vacances d'été, tout porte à croire que nous naviguerons bien au-delà.

La chronique annoncée est la suivante : si notre talon est avalé par cette inflation galopante, nous frapperons à nouveau à la porte de la Direction. Que se passera-t-il ? Si ce sont les freineurs qui nous reçoivent, nous entrerons dans le cycle conflictuel, perte de temps et d'argent. Si, au contraire, chacun a tiré les leçons du conflit récent, nous pourrions peut-être examiner des solutions raisonnables.

Le tableau ne serait pas complet si nous n'évoquions pas aujourd'hui face à vous un autre sujet à l'importance grandissante : la baisse du temps de travail, et plus précisément la baisse du temps de travail sous une forme bien précise : la semaine de 4 jours.

Moderne et attendue de beaucoup, une telle évolution permettrait de redonner de l'attrait à notre entreprise. Et, croyez-nous, elle en a bien besoin. L'inattendue et incroyablement profonde remise en cause du sens du travail qu'a généré la « crise covid » n'est qu'un début.

Les chiffres de démissions ou rupture conventionnelles ne reflètent pas encore l'ampleur du phénomène mais nous le savons, nous voyons au quotidien monter la vague.

Nous vous alertons, c'est notre rôle, mais avec notre revendication de semaine de 4 jours nous faisons en réalité un peu plus que cela : nous vous donnons une clé, qu'il ne tient qu'à vous de saisir sans trop attendre.